

Affaires politico-judiciaires.

Article rédigé par *Guillaume de Thieulloy*, le 07 septembre 2016

[Source : Les 4 vérités]

Hasard du calendrier ou manipulation du pouvoir socialiste : lundi 5 septembre, deux des titres principaux de l'actualité concernaient les rapports de politiciens avec la justice.

Depuis plusieurs jours, nous savions que le procès Cahuzac allait enfin commencer le conseil constitutionnel ayant validé le fait que, dans des cas particulièrement graves, une personne pouvait à la fois être poursuivie fiscalement et pénalement.

Or, il est difficilement contestable que le dossier Cahuzac est particulièrement grave. D'abord, parce que l'intéressé a fraudé le fisc, alors qu'il a été pendant des années un des principaux dirigeants de la politique fiscale du pays, d'abord comme président de la commission des finances de l'Assemblée, puis comme ministre du Budget. Ensuite, parce que la fraude est, paraît-il, inhabituellement sophistiquée. Enfin, parce que Jérôme Cahuzac a, à maintes reprises, menti effrontément aux Français, dans les médias comme à l'Assemblée.

Mais, en ce lundi 5 septembre, nous avons également appris que le parquet réclamait la comparution de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bygmalion.

Il est tout à fait possible que ce ne soit qu'une mesquine manipulation du pouvoir socialiste, désireux de détourner l'attention de l'affaire Cahuzac, en mettant Nicolas Sarkozy sous les feux de la rampe. Toujours est-il que l'actualité politico-judiciaire se charge, en cette rentrée explosive...

Est-il besoin de préciser aux dirigeants socialistes que, s'ils sont pour quelque chose dans l'accélération de l'agenda judiciaire, ils ont pris un risque important : le « tous pourris », qui ne peut manquer de se dégager de ce cloaque, n'a aucune chance de profiter au PS, dont chacun sait qu'il a une relation assez malsaine à l'argent.

Le seul parti qui puisse en profiter est le FN.

Cela étant, le plus grave est ailleurs. La société française est aujourd'hui extraordinairement fragilisée par des décennies de gouvernements parmi les plus nuisibles de notre histoire et cette actualité politico-judiciaire laisse penser à l'ensemble des citoyens qu'aucun espoir d'alternance sérieuse n'est permis.

C'est extrêmement dangereux.

Alors que nous avons des groupuscules d'extrême gauche, aguerris à Notre-Dame des Landes et dans les manifestations contre la loi El Khomri (et paradoxalement protégés par le gouvernement), alors que la France

compte des milliers de djihadistes prêts à passer à l'action, le pouvoir nous adresse ce message ravageur :
« La caste politique est pourrie. Elle ne se préoccupe que de ses intérêts les plus sordides et vous demande de vous serrer la ceinture ! »

Tous les ingrédients d'une explosion sociale de grande ampleur sont désormais réunis.

François Hollande – qui nous avait chanté la ritournelle de la France apaisée et de la république exemplaire – portera devant l'histoire une responsabilité plus grave encore que celle de ses innombrables échecs économiques et sociaux : il aura divisé la société comme jamais et aura manifesté un mépris du peuple rarement atteint par une nomenklatura.

Il ne faut, dès lors, pas s'étonner si les Français, non seulement ne croient plus les politiciens ni les médias, mais ne croient plus non plus dans les institutions actuelles.

Un sondage publié récemment par Atlantico signalait que 75 % des Français n'étaient pas touchés par les termes de « République » ou de « valeurs républicaines », trop utilisés et donc galvaudés.

Je n'ai jamais réussi à savoir ce que recouvraient ces fameuses « valeurs républicaines ». Quant à la république, il est manifeste que les politiciens qui en parlent avec des trémolos dans la bouche ne le font que parce que le mot « France » leur écorche la bouche. Accessoirement, je constate que toutes les républiques ont fini dans le sang, après avoir commencé dans la guerre civile, et que ce n'est peut-être pas le modèle du « vivre-ensemble » dont nous parlent M. Hollande et ses semblables.

Jean-Luc Mélenchon a dit un jour de notre capitaine de pédalo national qu'il était Louis XVI. C'est méchant pour Louis XVI qui, du moins, aimait la France et les Français. Mais cette re-marque est plus profonde qu'il n'y paraît : de même que Louis XVI a réussi le tour de force d'ensevelir par son indécision une monarchie millénaire qui avait soudainement cessé de se réformer et de s'adapter, de même François Hollande, en refusant de prendre les mesures urgentes qui s'imposent, rend chaque jour plus vraisemblable la fin, probablement violente, de ce régime – de moins en moins conforme avec l'intérêt national !